



CH-3003 Berne, OFAG

Destinataires :

- Chef/fes de service
- Responsables des améliorations structurelles
- Responsables des bâtiments ruraux
- Responsables du génie rural
- Responsables de caisses de crédit

Notre référence : het/nlm
Berne, le 7 janvier 2021

Lettre-circulaire 1/2021

Crédits d'investissements, aide aux exploitations paysannes et contributions pour améliorations structurelles : contingents 2021

Madame, Monsieur,

Vos indications en réponse à notre demande de novembre 2020, portant sur l'estimation des besoins en matière de crédits d'investissement, d'aide aux exploitations paysannes ainsi que de crédits d'engagement et de crédits de paiement, nous sont bien parvenues et nous vous en remercions.

Les crédits d'engagement et de paiement, qui s'élevaient à 80,599 millions de francs, ont été entièrement épuisés en 2020 également. Les engagements encore en suspens se montent ainsi à 100 millions de francs à fin 2020. L'OFAG disposera en 2021 d'au total **84,3 millions de francs pour les crédits de paiement**. Mais comme cela a déjà été le cas les années précédentes, vos demandes excèdent les fonds disponibles. Vos besoins en matière de crédits de paiement excèdent de 27 % le contingent de paiement disponible. Pour cette raison, les crédits de paiement attribués par canton seront inférieurs aux besoins que vous avez annoncés.

Nous procéderons à l'avenir à l'attribution des crédits de paiement sur la base de la proposition de *suissemelio*, sur laquelle vous avez eu l'occasion de vous prononcer. Les critères d'attribution des crédits sont les suivants :

- Crédits attribués en moyenne au cours des trois années précédentes
- Besoins en matière de fonds pour la nouvelle année
- Engagements encore en suspens au 31 décembre

Thomas Hersche
Schwarzenburgstrasse 165, 3003 Berne
Tél. +41 58 462 26 61, Fax +41 58 462 26 34
thomas.hersche@blw.admin.ch
www.blw.admin.ch

Pour qu'il soit plus aisément possible de comprendre l'attribution des crédits, vous recevez ci-joint un tableau Excel comprenant les calculs effectués. En outre, nous avons décidé de procéder à une modification, sur la base des retours concernant les délais pour le début de la procédure du fur et à mesure. Vous trouverez au chiffre 3 les délais de réservation pour l'année 2021. La prise de position de suissemelio relative à l'attribution des crédits, proposition incluse, et la réponse de l'OFAG se trouvent également en pièces jointes.

1 Crédits d'investissement (rubrique A 235.0102)

Il n'y a pas de nouveaux fonds disponibles au titre des crédits d'investissement pour l'année 2021.

Les intérêts négatifs constituent une charge pour le fonds de roulement. À cet égard, les différences entre les cantons sont considérables. Une bonne planification permet d'éviter d'éventuels intérêts négatifs et d'améliorer l'efficacité du fonds de roulement.

Si, dans votre canton, les avoirs minimaux en caisse sont attestés être inférieurs à la limite fixée à l'art. 62, al. 2, OAS et que les requêtes approuvées n'ayant pas encore été réglées excèdent significativement les remboursements, nous examinerons une demande de nouvelle allocation de crédits d'investissement. En raison des délais de résiliation prévus à l'art. 18 OMAS et l'art. 62, al. 3, OAS, nous vous prions de nous annoncer les besoins effectifs si possible avant la **fin du mois de juin 2021**.

Adaptation de la procédure d'approbation des demandes de crédits d'investissement et de crédits de construction :

Nous attirons votre attention sur le fait que vous ne recevrez à l'avenir plus de de courriel de confirmation d'eMapis pour les demandes de crédits d'investissement (CI) et de crédits de construction (CC) portant sur des montants inférieurs à la limite d'approbation (< 500 000 francs pour les CI et < 600 000 francs pour les CC). Les demandes de crédits d'investissement et de crédits de construction portant sur des montants inférieurs à la limite d'approbation doivent comme d'ordinaire être saisis dans eMapis avant de pouvoir être versés aux requérants. Il n'est pas nécessaire de charger de documents supplémentaires. Le travail administratif s'en trouve nettement réduit.

2 Aide aux exploitations paysannes (rubrique A 235.0103)

Il n'y a pas de nouveaux fonds disponibles au titre de l'aide aux exploitations pour l'année 2021. Nous examinerons avec soin les demandes motivées d'augmentation du fonds de roulement en veillant à une bonne répartition entre les cantons (art. 85, al. 3, LAgr). En raison du délai de résiliation selon l'art. 18 OMAS, nous vous prions de nous annoncer les besoins effectifs si possible avant la **fin du mois de juin 2021**.

Adaptation de la procédure d'approbation des demandes d'aide aux exploitations :

Comme dans le cas des demandes de crédits d'investissement, il ne sera dorénavant plus envoyé de courriel de confirmation pour les demandes d'aide aux exploitations dont le montant est inférieur à la limite d'approbation (< 500 000 francs).

3 Crédit d'engagement (rubrique V0266.00) et crédit de paiement (rubrique A 236.0105)

L'attribution des crédits se fera à compter de cette année selon un schéma de calcul uniforme, qui a été élaboré par *suissemelio*. Les détails et la répartition entre les différents cantons figurent en pièce jointe.

Le crédit d'engagement et le crédit de paiement comportent chacun 84,3 millions de francs pour l'année 2021. Comme au cours des deux années précédentes, nous mettons à disposition du crédit d'engagement autant de fonds que nous disposons pour le crédit de paiement. De la sorte, les engagements encore dus cesseront d'augmenter. En outre, nous avons mis de côté une réserve fédérale de deux millions de francs pour pouvoir conserver une marge de manœuvre pour des projets ou des situations extraordinaires dans un canton donné.

Vous pouvez consulter le contingent global de votre canton sur le crédit d'engagement et sur le crédit de paiement pour l'année 2021 dans *eMapis* sous *Gestion des finances / Aperçu / 2021* ainsi que dans le tableau Excel ci-joint.

Nous vous prions de nous faire parvenir au fur et à mesure les demandes de contributions accompagnées des documents dûment complétés conformément à la lettre-circulaire 2/2019. Il incombe au canton d'assurer et de surveiller la répartition du crédit entre les différents services cantonaux concernés. En cas d'épuisement prématuré des moyens financiers, nous prévoyons de nous servir de la réserve fédérale pour des approbations de projets (1^{er} engagement) et des engagements impliquant des surcoûts. Il sera ainsi garanti que d'éventuels projets puissent encore être lancés et que les décomptes finaux puissent être soumis en 2021.

Les délais de réservation suivants valent pour 2021 :

- Crédit d'engagement : 30 septembre 2021
- Crédit de paiement : 31 octobre 2021

Après échéance des délais de réservation susmentionnés, les contingents d'engagement et de paiements attribués reviendront à d'autres cantons. Nous pouvons vous assurer que sur la base du budget disponible, le paiement relatif à des demandes qui nous sont soumises dans leur intégralité avant le **22 novembre 2021** sera effectué avant la fin de l'année en cours. Pour les demandes de paiement présentées plus tard, il se peut que le paiement soit déclenché en janvier 2022.

En 2022, le programme *eMapis* sera disponible, à compter du **10 janvier 2022**, pour des engagements et des paiements.

Nous vous souhaitons une bonne année couronnée de succès et riche de projets intéressants et nous nous réjouissons de la poursuite de notre fructueuse collaboration.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Office fédéral de l'agriculture OFAG

Thomas Hersche
Responsable du secteur Améliorations foncières

Pièces jointes :

- Répartition des crédits entre les cantons
- Prise de position de *suissemelio* concernant le système d'attribution des crédits, y c. fichier Excel
- Réponse de l'OFAG à la prise de position de *suissemelio* concernant le système d'attribution des crédits

Améliorations structurelles: Répartition des crédits entre les cantons pour l'année 2021

Crédit de paiement

en CHF

Canton	Besoins financiers 2021	Répartition 2021	Besoins financiers requis par les cantons 2021: divergence	Besoins financiers requis par les cantons 2021: divergence en %	Canton
ZH	3'200'000	2'453'717	-746'283	-23%	ZH
BE	14'000'000	10'796'175	-3'203'825	-23%	BE
LU	6'300'000	4'842'189	-1'457'811	-23%	LU
UR	1'100'000	832'062	-267'938	-24%	UR
SZ	3'400'000	2'665'284	-734'716	-22%	SZ
OW	1'014'000	776'615	-237'385	-23%	OW
NW	980'000	774'540	-205'460	-21%	NW
GL	2'280'000	1'744'624	-535'376	-23%	GL
ZG	250'000	192'761	-57'239	-23%	ZG
FR	10'875'000	8'329'535	-2'545'465	-23%	FR
SO	1'900'000	1'465'610	-434'390	-23%	SO
BL	2'250'000	1'708'253	-541'747	-24%	BL
SH	1'500'000	1'143'705	-356'295	-24%	SH
AR	1'550'000	1'185'693	-364'307	-24%	AR
AI	1'620'975	1'229'717	-391'258	-24%	AI
SG	6'700'000	5'103'327	-1'596'673	-24%	SG
GR	17'200'000	13'430'572	-3'769'428	-22%	GR
AG	2'800'000	2'167'739	-632'261	-23%	AG
TG	1'400'000	1'101'064	-298'936	-21%	TG
TI	2'250'000	1'626'812	-623'188	-28%	TI
VD	7'800'000	5'807'895	-1'992'105	-26%	VD
VS	8'500'000	6'503'063	-1'996'937	-23%	VS
NE	4'000'000	3'084'118	-915'882	-23%	NE
GE	700'000	553'162	-146'838	-21%	GE
JU	3'600'000	2'779'369	-820'631	-23%	JU
Réserve	0	2'000'000	2'000'000	0%	Réserve
Total	107'169'975	84'297'600	-22'872'375		

Proposition pour le calcul de la répartition des crédits entre les cantons

Budget Crédit de paiement OFAG 2021	Réserve CH	Budget résiduel à répartir entre les cantons 2021			Total Besoins financiers Cantons 2021	Total des besoins financiers des cantons après correction	Différence		
84.30	2.00	82.30			107.17		24.87		
		82.30				102.92	20.62		
		80%				100%	20%		

En millions CHF

Canton	Crédits attribués en moyenne au cours des trois années précédentes (2018-2020)	Besoins financiers 2021	Allocations en suspens au 31.12.2020	Part des engagements ouverts par rapport à l'attribution moyenne sur 3 ans (2018-2020)	Part des engagements ouverts	Réduction en raison des engagements ouverts	Attribution selon les engagements ouverts 2021	Correction en raison du budget 2021	Attribution définitive 2021	Besoins financiers des cantons 2021: divergence	Besoins financiers des cantons 2021: divergence en %	Canton
ZH	1.73	3.20	2.32	133.72%	4.11%	0.13	3.07	-0.61	2.45	-0.75	-23%	ZH
BE	11.43	14.00	13.26	115.94%	3.56%	0.50	13.50	-2.71	10.80	-3.20	-23%	BE
LU	4.63	6.30	5.85	126.34%	3.88%	0.24	6.06	-1.21	4.84	-1.46	-23%	LU
UR	0.90	1.10	1.58	175.93%	5.40%	0.06	1.04	-0.21	0.83	-0.27	-24%	UR
SZ	2.63	3.40	1.69	64.02%	1.97%	0.07	3.33	-0.67	2.67	-0.73	-22%	SZ
OW	0.83	1.01	1.14	137.36%	4.22%	0.04	0.97	-0.19	0.78	-0.24	-23%	OW
NW	0.72	0.98	0.27	37.80%	1.16%	0.01	0.97	-0.19	0.77	-0.21	-21%	NW
GL	1.30	2.28	1.82	140.24%	4.31%	0.10	2.18	-0.44	1.74	-0.54	-23%	GL
ZG	0.25	0.25	0.29	116.39%	3.57%	0.01	0.24	-0.05	0.19	-0.06	-23%	ZG
FR	7.20	10.88	9.88	137.19%	4.21%	0.46	10.42	-2.09	8.33	-2.55	-23%	FR
SO	1.80	1.90	2.07	115.05%	3.53%	0.07	1.83	-0.37	1.47	-0.43	-23%	SO
BL	1.07	2.25	1.75	164.52%	5.05%	0.11	2.14	-0.43	1.71	-0.54	-24%	BL
SH	1.17	1.50	1.77	151.30%	4.65%	0.07	1.43	-0.29	1.14	-0.36	-24%	SH
AR	0.80	1.55	1.13	141.15%	4.34%	0.07	1.48	-0.30	1.19	-0.36	-24%	AR
AI	0.93	1.62	1.56	166.94%	5.13%	0.08	1.54	-0.31	1.23	-0.39	-24%	AI
SG	4.50	6.70	6.95	154.47%	4.74%	0.32	6.38	-1.28	5.10	-1.60	-24%	SG
GR	15.40	17.20	11.78	76.48%	2.35%	0.40	16.80	-3.37	13.43	-3.77	-22%	GR
AG	2.00	2.80	2.07	103.57%	3.18%	0.09	2.71	-0.54	2.17	-0.63	-23%	AG
TG	1.10	1.40	0.59	53.57%	1.65%	0.02	1.38	-0.28	1.10	-0.30	-21%	TG
TI	1.53	2.25	4.78	311.89%	9.58%	0.22	2.03	-0.41	1.63	-0.62	-28%	TI
VD	4.53	7.80	10.16	224.05%	6.88%	0.54	7.26	-1.46	5.81	-1.99	-26%	VD
VS	7.50	8.50	10.55	140.73%	4.32%	0.37	8.13	-1.63	6.50	-2.00	-23%	VS
NE	2.40	4.00	2.79	116.45%	3.58%	0.14	3.86	-0.77	3.08	-0.92	-23%	NE
GE	1.15	0.70	0.44	38.27%	1.18%	0.01	0.69	-0.14	0.55	-0.15	-21%	GE
JU	3.20	3.60	3.59	112.31%	3.45%	0.12	3.48	-0.70	2.78	-0.82	-23%	JU
Réserve					0.00%	0.00	0.00	0.00	2.00	2.00		Réserve
Total	80.72	107.17	100.09	3255.67%	100.00%	4.25	102.92	-20.62	84.30	-22.87		

Crédits attribués en moyenne au cours des trois années précédentes

En millions CHF

Canton	2018	2019	2020	Crédits attribués en moyenne
ZH	2.00	2.00	1.20	1.73
BE	11.00	11.80	11.50	11.43
LU	5.00	4.00	4.90	4.63
UR	1.00	0.90	0.80	0.90
SZ	2.30	2.80	2.80	2.63
OW	0.80	0.80	0.90	0.83
NW	0.80	0.75	0.60	0.72
GL	1.00	1.60	1.30	1.30
ZG	0.10	0.35	0.30	0.25
FR	7.50	7.30	6.80	7.20
SO	2.50	1.40	1.50	1.80
BL	1.00	1.00	1.20	1.07
SH	1.50	1.20	0.80	1.17
AR	0.80	1.00	0.60	0.80
AI	0.80	1.50	0.50	0.93
SG	5.80	4.80	2.90	4.50
GR	14.50	14.70	17.00	15.40
AG	1.60	2.10	2.30	2.00
TG	0.90	1.10	1.30	1.10
TI	1.60	1.10	1.90	1.53
VD	5.50	4.50	3.60	4.53
VS	6.00	8.30	8.20	7.50
NE	2.70	1.50	3.00	2.40
GE	0.25	2.40	0.80	1.15
JU	3.50	2.80	3.30	3.20
CH	1.71	1.08	0.60	1.13
Total	82.15	82.78	80.60	81.84

Estimation des besoins financiers pour l'année 2021

En millions CHF

Canton	Crédit d'engagement				Crédit de paiement				Canton
	Améliorations foncières (génie rural)	Mesures pour les bâtiments ruraux	PDR	Total	Améliorations foncières (génie rural)	Mesures pour les bâtiments ruraux	PDR	Total	
ZH	1.75	0.75	0.00	2.50	2.45	0.75	0.00	3.20	ZH
BE	8.90	5.00	0.10	14.00	8.80	4.90	0.30	14.00	BE
LU	4.00	1.90	0.40	6.30	4.00	1.90	0.40	6.30	LU
UR	1.04	0.26	0.00	1.30	0.88	0.22	0.00	1.10	UR
SZ	2.30	0.90	0.00	3.20	2.50	0.90	0.00	3.40	SZ
OW	0.62	0.54	0.00	1.15	0.60	0.42	0.00	1.01	OW
NW	0.39	0.59	0.00	0.98	0.39	0.59	0.00	0.98	NW
GL	1.05	0.45	0.00	1.50	1.60	0.68	0.00	2.28	GL
ZG	0.16	0.21	0.00	0.37	0.10	0.15	0.00	0.25	ZG
FR	5.00	6.00	9.38	20.38	5.00	4.50	1.38	10.88	FR
SO	1.50	0.70	0.00	2.20	1.30	0.60	0.00	1.90	SO
BL	1.10	0.44	0.63	2.17	1.20	0.50	0.55	2.25	BL
SH	2.55	0.50	0.00	3.05	1.00	0.50	0.00	1.50	SH
AR	0.30	1.20	0.05	1.55	0.40	1.10	0.05	1.55	AR
AI	1.10	0.90	0.07	2.07	0.90	0.65	0.07	1.62	AI
SG	4.09	2.61	0.00	6.70	4.09	2.61	0.00	6.70	SG
GR	11.50	4.70	1.20	17.40	11.50	4.50	1.20	17.20	GR
AG	2.50	1.00	0.00	3.50	1.80	1.00	0.00	2.80	AG
TG	1.50	0.20	0.60	2.30	1.10	0.15	0.15	1.40	TG
TI	1.00	0.75	1.00	2.75	1.00	0.75	0.50	2.25	TI
VD	6.40	1.20	1.00	8.60	5.60	1.20	1.00	7.80	VD
VS	4.50	1.50	3.00	9.00	5.80	1.90	0.80	8.50	VS
NE	0.60	1.80	1.20	3.60	1.00	1.80	1.20	4.00	NE
GE	0.10	0.20	0.30	0.60	0.30	0.10	0.30	0.70	GE
JU	2.40	0.85	0.35	3.60	2.40	0.85	0.35	3.60	JU
Réserve	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	Réserve
Total	66.35	35.14	19.28	120.76	65.70	33.22	8.25	107.17	

Allocations en suspens au 31.12.2020

En millions CHF

Canton	Total des crédits d'engagement	Total des crédits de paiement	Total des allocations en suspens
ZH	3.06	0.74	2.32
BE	33.13	19.88	13.26
LU	13.20	7.35	5.85
UR	3.66	2.08	1.58
SZ	5.62	3.93	1.69
OW	2.01	0.87	1.14
NW	0.77	0.50	0.27
GL	2.50	0.68	1.82
ZG	0.46	0.17	0.29
FR	29.19	19.31	9.88
SO	5.36	3.29	2.07
BL	4.07	2.32	1.75
SH	1.85	0.09	1.77
AR	3.79	2.66	1.13
AI	2.51	0.95	1.56
SG	11.43	4.48	6.95
GR	38.16	26.39	11.78
AG	5.19	3.12	2.07
TG	1.36	0.77	0.59
TI	9.74	4.96	4.78
VD	24.06	13.91	10.16
VS	28.09	17.54	10.55
NE	11.51	8.72	2.79
GE	0.68	0.24	0.44
JU	11.69	8.10	3.59
Réserve	0.05	0.00	0.05
Total	253.16	153.02	100.14

Per Mail

Bundesamt für Landwirtschaft
Bereich Ländliche Entwicklung
Herr Bernard Belk, Vize-Direktor
Schwarzenburgstrasse 165
3003 Berne

Le Landeron, den 30.11.2020

Sehr geehrte Herr Vize-Direktor, Lieber Bernard,

Hier finden Sie die Stellungnahme des Vorstands Suissemelio bezüglich den Vorschlag des BLW zur Verteilung der SV-Krediten (Beiträge).

Grundsätzlich begrüsst der Vorstand die Initiative des BLW, das Verfahren zur Verteilung des SV-Krediten auf die Kantone zu überdenken und transparenter zu machen. Wir sind offen, ein angepasstes Verfahren anzuwenden und damit Erfahrungen zu sammeln, damit die SV Gelder voll ausgeschöpft, möglichst fair verteilt und nachhaltig eingesetzt werden können.

1. Fristen

Wie bereits verschiedentlich erwähnt, unterstützt Suissemelio die Vorverlegung des Windhundverfahrens nicht und beantragt folgende Fristen:

- Zusicherungen gesichert bis **30. September**
Damit lässt sich eine grössere Planungssicherheit für Projekte erreichen, welche erst nach den Sommerferien bewilligt werden können. Diesbezüglich möchten wir anmerken, dass sich das in diesem Jahr angewendete Prinzip der Teilzusicherungen über 10'000 Franken für den Start neuer Projekte sehr bewährt hat und dies auch bei der Rückverschiebung des Startdatums für das Windhundverfahren unbedingt beibehalten werden sollte. Dank diesem Vorgehen können auch Projekte noch abgerechnet werden, welche eine kleinere Rest- oder Mehrkostenzusicherung benötigen.
- Zahlungen gesichert bis **31. Oktober**
Da nach dem Sommerferien nochmals intensiv gebaut wird und sich die Ausfertigung der Schlussrechnungen durch die Unternehmer nach Bauabschluss erfahrungsgemäss, auch bei mehrmaligem Ermahnen verzögert, hat sich die Vorverlegung des Windhundverfahrens nicht bewährt. Die Vorverlegung hat zu einem Mehraufwand für das Einfordern der Rechnungskopien und Zahlungsbelege geführt. Die Unterschriften für die Kostenzusammenstellungen mussten per Mail oder gar durch Kuriere eingeholt werden.

2. Verfahren zur Kreditverteilung

Suissemelio ist die Schwierigkeit, eine gute Lösung zu finden, bewusst und begrüsst die Bemühung des BLW. Wir erachten ein mathematisch begründetes System als ein gutes Instrument. Alle diese Verfahren sind jedoch zu wenig flexibel, da sie keine speziellen Gegebenheiten berücksichtigen.

PRE führen oft zu grosse Schwankungen in dem Mittelbedarf eines Kantons. Die kommen unregelmässig vor und sind von den «üblichen» Strukturverbesserungsprojekte, sei es Tief- oder Hochbauprojekte, getrennt zu beachten. Wir sind der Meinung, dass Mittel für PRE nicht mit einer Tabelle verteilt werden sollen. Die angekündigte Mittelreserve von ca. 2 Mio. Franken ist zu gering.

Für die restlichen Mittel unterstützen wir eine Zuteilung gemäss einer allgemeinen Formel, da dies zu einer höheren Planungssicherheit der Kanton führt, da die zugesprochenen Beträge in etwa abschätzbar sind und keine sprunghaften, unangekündigten Kontingents-Reduktionen mehr entstehen sollten.

Im vorgeschlagenen Modell führt die prozentuale Korrektur der Zuteilung, indem die Fehldifferenz von Bedarf zu den vorhandenen Mitteln verteilt wird, jedoch zu Verzerrungen. Im vorliegenden Berechnungsbeispiel gibt es eine Korrektur von 12%. Erstens entsteht diese grosse Differenz willkürlich, z.B. wenn ein Kanton einfach 3 Millionen zu viel angibt, und zweitens straft dies diejenigen Kantone ab, die während Jahren die zugeteilten Mittel gut ausgeschöpft haben. Die Verwendung des Mittelbedarfs darf deshalb nicht zu sehr gewichtet werden, obwohl dies ja eines der Probleme darstellt, weil es Kantone gibt, die einfach zu viel anmelden, um dann doch etwas mehr zu erhalten. Da das BLW diese Zahlen jeweils sowieso kürzt, soll die ausbezahlte Menge mit der Zuteilung verglichen werden. Denn hier widerspiegelt sich ebenfalls die Qualität der Budgetierung.

Die offenen Beitragsverpflichtungen (OBV) widerspiegeln den Grad der bisherigen Ausschöpfung der zugesicherten Beiträge. Deshalb braucht es die Berechnung der durchschnittlichen Ausschöpfung nicht wie vorgesehen. Wir schlagen dem BLW deshalb eine Alternative vor, die eine Korrektur zwischen angemeldeter Mittelbedarf und bisheriger effektiver Ausschöpfung basiert:

1. In einem ersten Schritt wird der Durchschnittswert der Zuteilung der vergangenen drei Jahre genommen. Zu diesem werden die aktuellen OBV ins Verhältnis gesetzt und der beantragte Mittelbedarf wird entsprechend korrigiert. Wer höhere OBV im Verhältnis zu seiner durchschnittlichen Zuteilung hat, soll weniger Mittel neu zugeteilt erhalten. Dies ermöglicht ihm, die OBV abzubauen und das nächste Jahr wieder mehr zu erhalten.
2. In einem zweiten Schritt wird die daraus resultierende Zuteilung der Mittel aufgrund des vorhandenen Budgets korrigiert, wie im Modell des BLW.

In der Tabelle in Anhang haben wir mit dem Beispiel des BLW dieses Modell durchgerechnet unter Annahme verschiedener OBV und das Resultat verglichen.


Das System berücksichtigt einerseits die Bedarfsmeldungen der Kantone, ermöglicht andererseits auch, gezielt hohe OBV abzubauen indem die Zuteilung reduziert wird.

Wir bitten dem BLW diese Variante mit der BLW-Lösung zu vergleichen und aufgrund der Resultate, nach Rücksprache mit Suissemelio ein Verfahren festzulegen.

Gerne stehen wir für weitere Auskünfte oder Austäusche zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

suissemelio



Joël Bader
Präsident

Anhang: Tabelle
Kopie: Vorstand KOLAS (via Generalsekretariat)



CH-3003 Bern

POST CH AG

BLW; nlm

Suissemelio
Herr Joël Bader, Präsident
c/o Service de l'agriculture
Route Jo-Siffert 36
Case Postale
1762 Givisiez

Aktenzeichen: BLW-421.04-18/11/1
Bern, 13. Januar 2021

Vorschlag von suissemelio zur Verteilung der SV-Kredite (Beiträge)

Sehr geehrter Herr Präsident, lieber Joël

Wir beziehen uns auf Ihre Stellungnahme vom 30. November 2020 betreffend Verteilung der Strukturverbesserungskredite und danken Ihnen für Ihre Rückmeldung.

Wir haben Ihre Vorschläge geprüft und folgende Entscheide getroffen:

Fristen

Wir stimmen Ihrem Vorschlag zu, die Fristen für das Windhundverfahren wie folgt festzulegen:

- kantonale Verpflichtungskredite gesichert bis 30.09.
- kantonale Zahlungskredite gesichert bis 31.10.

Wir weisen aber darauf hin, dass per Ende 2020 bereits diverse Zusicherungs- und Zahlungsgesuche durch die Kantone auf eMapis eingereicht wurden. Diese konnten noch nicht genehmigt werden, da der Verpflichtungs- und der Zahlungskredit bereits ausgeschöpft sind. Aus diesem Grund werden die Gesuche auf die Kredite 2021 belastet werden. Die Kredite einiger Kantone werden somit bereits im Januar zu einem grossen Teil belastet sein. Deshalb sind weitere Zusicherungen und Zahlungen gut zu planen. Dies liegt in der Verantwortung der Kantone. Von zusätzlichen Mitteln kann erst nach Ablauf der oben genannten Fristen profitiert werden.

Verfahren zur Kreditverteilung

Wir haben Ihren Vorschlag mit der mathematischen Berechnung unter Einbezug der Mittelzuteilung aus den drei Vorjahren, des kantonalen Mittelbedarfs und der offenen Verpflichtungen per Ende Jahr

Bundesamt für Landwirtschaft BLW
Michael Niggli
Schwarzenburgstrasse 165
3003 Bern
Postadresse: 3003 Bern
Tel. +41 58 464 84 22, Fax +41 58 462 26 34
michael.niggli@blw.admin.ch
<https://www.blw.admin.ch/>



geprüft. Das BLW ist der Ansicht, dass das vorgeschlagene Verfahren eine transparente Verteilung ermöglicht. Zudem begrüßen wir, dass zusätzlich ein Anreiz geschaffen wird, die offenen Verpflichtungen zu reduzieren, um zukünftig mehr Mittel zu erhalten.

Auf Ihren Vorschlag, die Mittel für PRE (Projekte zur regionalen Entwicklung) nicht durch ein mathematisches Verfahren zu verteilen, können wir nicht eintreten. Das BLW ist der Meinung, dass die PRE gleich wie alle anderen Strukturverbesserungsprojekte behandelt werden sollen, da dies sonst eine ungleichmässige Verteilung der Mittel zur Folge hätte und die PRE damit bevorzugt behandelt würden. Kantone, welche keine PRE haben, könnten davon nicht profitieren resp. müssten eine Reduktion ihres Budgets für die ordentlichen Hoch- und Tiefbaumassnahmen in Kauf nehmen. Bei der Verteilung der Kredite haben wir bereits festgestellt, dass Kantone mit überdurchschnittlich grossen PRE ohnehin stärker profitieren, auch wenn für die PRE keine separate Verteilung erfolgt.

Zudem weisen wir auf den Nachteil hin, dass Kantone, welche allenfalls mehr Mittel anmelden als sie benötigen, belohnt werden, da sie gemäss Ihrem Verfahren mehr Mittel erhalten würden. Dies sollte für eine allfällige spätere Anpassung des Verfahrens in Betracht gezogen werden.

Wir werden das festgelegte Verfahren für die Kreditverteilung 2021 anwenden und sehen vor, nach einem Jahr ein Fazit zu ziehen, wie es sich bewährt hat.

Freundliche Grüsse

Bundesamt für Landwirtschaft

Bernard Belk
Vizedirektor



Kopie an:

– KOLAS-Vorstand (via Generalsekretariat KOLAS)